

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS86/2
IP/D/10/Add.1
11 décembre 1998
(98-4956)

Original: anglais

SUÈDE – MESURES AFFECTANT LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Notification de la solution convenue d'un commun accord

La communication ci-après, datée du 2 décembre 1998, adressée par la Mission permanente des États-Unis, la Délégation permanente de la Commission européenne et la Mission permanente de la Suède au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les États-Unis d'Amérique et les Communautés européennes – Suède notifient à l'Organe de règlement des différends qu'ils ont élaboré une solution mutuellement satisfaisante pour régler la question soulevée par le gouvernement des États-Unis dans le document WT/DS86/1, daté du 2 juin 1997, concernant l'obligation des Communautés européennes et du gouvernement suédois, en vertu de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), de prévoir la possibilité de faire appliquer rapidement et effectivement des mesures provisoires, sans que l'autre partie soit entendue, dans le cadre des procédures civiles relatives à des droits de propriété intellectuelle.

Pour s'acquitter de cette obligation, entre autres choses, le Parlement suédois a adopté le 25 novembre 1998 la législation portant modification de la Loi sur le droit d'auteur, de la Loi sur les marques, de la Loi sur les brevets, de la Loi sur la protection des dessins et modèles, de la Loi sur les noms commerciaux, de la Loi sur la protection des produits semi-conducteurs, et de la Loi sur la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales. Aux termes de cette législation, les autorités judiciaires suédoises sont habilitées à ordonner l'application de mesures provisoires lors des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. Plus concrètement, la législation prévoit que s'il y a des raisons de penser qu'une personne a pris ou envisage de prendre une initiative pour porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle, le tribunal peut ordonner qu'une perquisition soit effectuée pour saisir des pièces frauduleuses, des documents ou d'autres éléments de preuve pertinents. L'ordre de perquisition peut être donné sans que l'autre partie soit entendue s'il y a un risque que des pièces ou documents soient soustraits aux recherches, détruits ou falsifiés. La législation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Dans ces conditions, les Communautés européennes – Suède et les États-Unis sont convenus de mettre fin aux consultations sur la question et les États-Unis entendent formellement renoncer à poursuivre en l'espèce le processus prévu par les dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Cet accord est sans préjudice des droits ou obligations résultant pour l'un ou l'autre Membre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.
